

Éducation prioritaire :

LE MINISTÈRE CONSULTE LE SNUIPP-FSU VEUT QUE CELA CHANGE !



Un nouvel avenir pour l'éducation prioritaire serait-il en train de se dessiner ? C'est en tout cas, l'objectif affiché par le ministère qui lance des consultations serrées des enseignants jusqu'au vacances d'automne sous forme de demi-journée bannalisée.

Ne laissons donc personne parler à notre place ! A nous de faire remonter notre parole de professionnel. L'enjeu est de taille pour l'école. Depuis trop longtemps, les écarts de réussite entre les élèves en Education prioritaire et les autres ne cessent de croître et ce malgré l'engagement important des équipes enseignantes.

Force est de constater que les ZEP n'ont jamais connu de vraies priorités, notamment ces dernières années avec les suppressions de postes mais aussi parce que les relances annoncées depuis 30 ans n'ont jamais été menées jusqu'au bout et ce dans un contexte d'accroissement des inégalités et de recul de la mixité sociale.

Le constat est le même : empilement des dispositifs, émiettement des moyens, faiblesse de l'accompagnement, absence de formation, difficultés des conditions d'exercice du métier, ...

Il faut que cela change ! Une relance de l'éducation prioritaire est nécessaire. La réussite de tous les élèves requiert une réelle amélioration des conditions de travail, des possibilités de changements dans les pratiques au quotidien. La nécessité de dégager du temps pour un travail en équipe sur des projets communs, pour porter des regards croisés, pour mieux cerner les besoins et les remédiations, mais aussi pour une formation continue en équipe, est palpable. Ici plus qu'ailleurs, le pari de la réussite de tous doit être relevé !

Saisissons-nous de tous ces espaces pour porter nos propositions en faveur d'une politique ambitieuse au service de la réussite de tous.

POURQUOI CE 4 PAGES ?

Pour vous accompagner lors des consultations d'école en RRS et ECLAIR programmées dans les départements au cours du mois d'octobre, le SNUipp-FSU vous propose ce 4 pages. Chiffres, bilan, propositions, point de vue, nous alimentons le débat. Les enseignants ne doivent pas se faire confisquer la parole.

Des assises académiques auront lieu en novembre, débouchant sur des annonces début janvier et de premières mesures qui entreraient en vigueur en septembre 2014.

Dans le même temps, le SNUipp-FSU, avec la FSU, lance une enquête auprès de la profession pour faire ensemble le bilan de la situation en RRS et ECLAIR et porter les revendications du terrain. Les résultats seront rendus publics en octobre.

<http://www.snuipp.fr/Education-prioritaire-la-FSU>

SOMMAIRE :

PAGE I : ÉDITO

PAGES II ET III : CONSTATS ET PROPOSITIONS DU SNUIPP-FSU

PAGE IV : INTERVIEW DE MARC DOUAIRE

OCTOBRE 2013

ET SI ON CHANGEAIT !

UNE NOUVELLE CARTOGRAPHIE POUR MIEUX RÉPONDRE AUX BESOINS

Constat :

- ➔ Un empilement des dispositifs entre l'éducation nationale, la politique de la ville, le temps scolaire et le hors temps scolaire.
- ➔ Des écoles avec des élèves en difficultés sociales et scolaires qui ne sont pas en éducation prioritaire et des écoles au-dessus de la moyenne qui sont encore en éducation prioritaire.

Origine sociale des élèves (en %)

	Eclair	RRS	Hors EP	Ensemble
Enfants d'ouvriers et inactifs	73	56,5	34,5	42,3
Enfants de cadres et d'enseignants	9,1	19	38,5	30,9
Élèves entrant en 6 ^{ème} en retard	20,4	17,2	11,2	12,1

ET SI ON CHANGEAIT !

Ce que le SNUipp-FSU propose :

- ➔ Toutes les écoles d'éducation prioritaire sous un seul label.
- ➔ Un label défini en fonction de critères sociaux incluant les écoles en zone rurale qui correspondent à ces critères.
- ➔ À l'intérieur de ce label, les moyens peuvent être renforcés pour répondre à des difficultés scolaires et sociales plus fortes sur un temps assez long pour permettre des améliorations significatives.
- ➔ Ce sont les besoins qui fixent le nombre d'écoles en EP (et donc en conséquence l'enveloppe budgétaire) et non l'enveloppe budgétaire disponible qui définit les critères pour limiter le nombre d'écoles.
- ➔ **Attention aux sorties du dispositif : si des écoles doivent sortir car leur population scolaire ne correspond plus aux critères, elles doivent être accompagnées et des mesures transitoires doivent être prises pour les personnels.**



CONDITIONS DE TRAVAIL : DES AMÉLIORATIONS MAINTENANT !

Constat :

- ➔ L'écart du nombre d'élèves par classe entre EP et hors EP très faible.
- ➔ Un turnover important des équipes : besoin de stabilité
- ➔ Des conditions d'exercice souvent difficiles.
- ➔ Un sentiment de plus en plus prégnant de ne pas être soutenu par la hiérarchie et de faire face seul aux difficultés rencontrées.
- ➔ La difficulté à rencontrer les familles.

Nombre d'élèves par classe en 2011-2012

RAR	Eclair	RRS	hors EP	Ensemble
21,9	22,2	22,3	23,8	23,5

ET SI ON CHANGEAIT !

Ce que le SNUipp-FSU propose :

- ➔ Une baisse significative du nombre d'élèves par classe.
- ➔ La réduction du temps de travail face aux élèves pour un véritable travail en équipe institutionnalisé et un renforcement du travail en réseau.
- ➔ L'amélioration de l'accueil des collègues (équipement, logement de fonction...).
- ➔ La prise en compte des temps nécessaires de rencontre avec les parents et les partenaires sur le temps de service.
- ➔ Une indemnité d'éducation prioritaire identique pour tous et une bonification indiciaire liée à l'ancienneté dans le poste. L'arrêt de la part modulable de la prime ECLAIR.
- ➔ Une augmentation des décharges de direction des écoles en EP.
- ➔ Le soutien de l'institution en particulier en situation de crise et l'arrêt des contrôles tatillons et chronophages.

APPRENDRE : UNE PRIORITÉ ICI COMME AILLEURS

Constat :

- ➔ Un écart entre les résultats scolaires entre éducation prioritaire et hors éducation prioritaire qui ne se réduit pas.
- ➔ Des collègues qui peuvent avoir un sentiment d'impuissance face aux difficultés d'apprentissages ou de comportements rencontrés par leurs élèves.

Résultats aux évaluations nationales de 2012

	Français	Mathématiques
Hors éducation prioritaire	90	92,1
RRS	79,5	83,2
Eclair	72,2	77,6

ET SI ON CHANGEAIT !

Ce que le SNUipp-FSU propose :

- ➔ Des RASED complets
- ➔ Un véritable dispositif « Plus de maîtres que de classes » permettant des regards croisés, une configuration de travail adaptée aux besoins (groupes restreints, groupes différenciés, co-intervention, ateliers langage en maternelle...).
- ➔ Une scolarisation des moins de trois ans partout où les parents en font la demande et dans des conditions adaptées (15 élèves par classe, une ATSEM à temps plein, des mobiliers adaptés...).
- ➔ Une formation continue individuelle et d'équipe par des formateurs formés, dédiés à l'EP en lien avec la recherche permettant d'interroger les pratiques pédagogiques pour les faire évoluer.
- ➔ Un lien avec la recherche-action permettant d'interroger les pratiques pédagogiques pour les faire évoluer.
- ➔ Le maintien d'un haut niveau d'exigence.
- ➔ La construction d'évaluations positives.
- ➔ Une liaison au sein du réseau (école maternelle-école élémentaire, école primaire-collège) améliorée grâce au retour de missions de coordination et de coordonnateurs et de temps institutionnalisés sur le temps de travail.



L'ÉDUCATION PRIORITAIRE : PAS QU'UNE QUESTION D'ÉCOLE

Constat :

- ➔ Une corrélation entre origine sociale et difficulté scolaire.
- ➔ La santé des enfants moins bonne.
- ➔ Un écart culturel et une moins bonne connaissance de l'institution scolaire.

ET SI ON CHANGEAIT !

Ce que le SNUipp-FSU propose :

- ➔ La présence d'une équipe pluriprofessionnelle renforcée (médecin scolaire, infirmière, AS).
- ➔ Un travail avec les partenaires pour favoriser la complémentarité entre temps scolaire et temps périscolaire.
- ➔ Une dotation dans la politique de la ville et le retour d'une carte scolaire pour assurer la mixité sociale.
- ➔ Une politique culturelle ambitieuse.

Des élèves en meilleure santé

	EP	Hors EP
Enfants en situation de surcharge pondérale	25,3%	17,4%
Enfants souffrant d'obésité	6,8%	3,5%
Enfants ayant au moins 2 dents cariées non soignées	14,7%	6,7%
Enfants portant un appareil dentaire	7,2%	11,3%
Enfants portant des lunettes	22,8%	25%

Source MEN-DEPP (chiffres pour l'année scolaire 2007-2008)

IL FAUT VOIR GRAND POUR LES ENFANTS



ASSOCIATION ACTE

TROIS QUESTIONS À

Marc Douaire, président de l'OZP
(Observatoire des zones prioritaires)



“L'heure est à la décision politique”

Le CIMAP vient de publier un rapport diagnostic de la politique de l'EP. Comment analysez-vous les principales difficultés pointées par le rapport ?

Ce rapport est très complet et il cible un certain nombre de difficultés déjà pointées par l'OZP. Tout d'abord la discontinuité politique du pilotage : depuis 30 ans, les relances n'ont souvent pas été menées à leur terme. La deuxième difficulté est celle de l'extension inconsiderée de la carte de l'EP et l'émiettement des moyens qui en découle. Enfin, la faiblesse ou l'absence d'accompagnement et de reconnaissance des professionnels ont entraîné l'isolement des équipes qui manquent de lien avec la recherche et s'épuisent.

Que penser des principaux leviers proposés par le rapport ?

On y retrouve des préconisations de l'OZP. Les équipes qui fonctionnent bien sont celles qui s'appuient sur des réseaux et qui ont su placer au centre de leur action la réalité (scolaire, sociale, éducative) de leurs élèves. Cela s'est traduit par l'émergence de groupes de besoins élaborés à partir d'évaluations, la présence d'enseignants référents, de la co-intervention dans les classes, de ponts entre 1er et 2nd degré... Ces pratiques ont donné une cohérence et une continuité à l'action pédagogique auprès d'enfants qui ne bénéficient pas des codes de l'école. Enfin, il faut poser des collectifs de professionnels, leur faire confiance et s'appuyer sur les expériences.

Comment envisagez-vous les assises de l'éducation prioritaire ?

Il y a un an déjà nous demandions au ministère des assises de l'EP sur le modèle de rencontres locales qui préparent des assises académiques puis nationales. En ce sens, les journées banalisées sont une bonne chose. Mais il faut définir l'objectif de ces assises. L'heure n'est plus à l'évaluation mais à la décision politique. Ensuite, le calendrier est très précipité et les conditions de préparation des assises ne sont pas bonnes. Il faut recueillir la parole des enseignants et mobiliser les équipes en définissant rapidement un calendrier des consultations.



L'ENQUÊTE DE LA FSU



QRcode-pro.com